Plateforme d'apprentissage tout au long de la vie : Actualités

- **LLLWeek** : Les inscriptions à la LLLWeek 2025 sont ouvertes ! Une journée entière sera consacrée à l'innovation dans l'éducation et la formation : venez découvrir des pratiques novatrices et bien plus encore.
- **Webinaire** : LLLP, en collaboration avec le Manuel international de l'apprentissage tout au long de la vie de Springer, lance une nouvelle série de webinaires présentant les recherches les plus récentes sur l'apprentissage tout au long de la vie. Inscrivez-vous ici.
- **Inclusion par le jeu dans la petite enfance – 21 novembre** : un événement vise à renforcer les compétences des éducateurs et des parents grâce à des outils ludiques favorisant l'apprentissage et le développement des enfants. Inscrivez-vous ici et découvrez cinq jeux innovants.
- **Les valeurs de la citoyenneté mondiale par l'enseignement et la mobilité** : cet article présente comment les enseignants peuvent promouvoir les valeurs de la citoyenneté mondiale et comment ces valeurs et comportements peuvent être promus grâce aux programmes de mobilité internationale des élèves.
- **Conférence de haut niveau sur l'apprentissage tout au long de la vie et les pratiques réflexives – 19 novembre** : Les acteurs du secteur de l'éducation se réuniront à Bruxelles pour échanger sur la manière dont l'apprentissage tout au long de la vie et la validation des compétences peuvent renforcer la réponse de l'Europe aux défis actuels. Plus d'informations.
- **Nouveau cours ouvert pour les formateurs d'adultes** :

avec le soutien de l'Université ouverte de Shanghai, UNESCO UIL lance un nouveau cours en accès libre et à votre rythme : « Autonomisation numérique des formateurs d'adultes ». Découvrez-le.

Élection Européenne 2019

Démystifier le nationalisme



Les prochaines élections européennes en Mai 2019 vont être décisives pour le futur de l'Union Européenne, ainsi que pour l'ambition de ce grand projet souvent contesté. Face à la montée d'une frustration générale contre une Union qui n'offre ni dimension sociale ni de solutions européennes, les

populistes et nationalistes vont ainsi chercher à gagner l'opinion publique dans leur campagne électorale.
SOLIDAR est convaincu que nous nous devons de répondre à leur arguments, pour combatte la désinformation et la propagande d'extrême droite. Nous présentons alors un premier manuel de contre-arguments qui offre les « munitions » nécessaires pour la campagne électorale et qui pourra décrédibiliser l'argumentaire populiste de droite.
Pour cette première étape nous avons choisi 9 questions :L'UE a-t-elle une valeur ajoutée dans notre vie quotidienne ?

1 – L'UE a-t-elle une valeur ajoutée dans notre vie quotidienne?

Beaucoup de citoyens se demandent quelle est la valeur ajoutée de l'UE, si ce n'est pas une dépense plus qu'un investissement pour pouvoir alors partager des institutions. Les nationalistes alimentent l'idée que l'UE est une entité absurde, détachée des problèmes quotidiens de la population mais continuant pourtant de gouverner nos vies. Mais l'UE est une valeur ajoutée: les États membres n'auraient pas pu obtenir les mêmes résultats dans de nombreux domaines sans appartenir à l'UE.

Quelques exemples sont :

• le programme Erasmus+1, qui permet à 4 millions d'étudiants, d'enseignants et de travailleurs de participer à des expériences d'apprentissage à l'étranger entre 2014 et 2020, et de financer des projets de la société civile dans le domaine de l'éducation et de la formation destinées aux jeunes.

• le Fonds social européen2, qui soutient l’inclusion sociale et l’emploi, alloue des ressources allant jusqu’à 43 milliards d’euros provenant des États membres qui ont plus de fonds vers ces États qui ont en moins.

• Le programme de Garantie pour la jeunesse3, qui depuis 2014 créé chaque année de l’emploi, des formations continues, en stage ou en apprentissage pour plus de 3,5 millions de jeunes.

• Le Fonds de solidarité de l’UE4, qui a transféré 5 milliards d’euros à 24 États membres et à leurs citoyens, victimes de catastrophes naturelles telles que des incendies ou des tremblements de terre. Sans la mise en commun des ressources de tous les États membres, la reconstruction des routes, des écoles et des logements pour les victimes auraient pris beaucoup plus de temps et le bilan pour la population locale aurait été insurmontable.

• le marché unique dans son ensemble, qui génère 233 milliards d’euros de commerce supplémentaire chaque année et créé 2,77 millions d’emplois, garantissant que les produits circulant en Europe respectent les normes les plus élevées du monde en matière de qualité, de sécurité et d’impact sur l’environnement.

Le partage de stratégies signifie le partage de règles, d’opportunités et de droits.

La Charte des droits fondamentaux6 garantit à tous les Européens des droits fondamentaux, créant ainsi un niveau de protection supplémentaire. Cela a pris beaucoup de temps, mais nous voyons enfin des développements positifs dans le domaine

de la protection sociale. La proclamation du socle européen des droits sociaux à Gutenberg en Novembre 2017 est un exemple fondamental. Elle ouvre la voie à l'introduction d'une protection sociale pour tous les travailleurs, y compris ceux qui occupent des emplois atypiques (tels que les contrats zéro heure) et qui doit garantir à chaque travailleur en Europe le même traitement.

2 – L'UE promeut-elle le développement durable et l'emploi ?

Certainement mais pas assez !
L'UE encourage fortement la création d'emplois et le développement durable. En fait, c'est l'une de ses principales fonctions: 50% des fonds européens sont consacrés à la création d'emplois et à la croissance, ainsi qu'au soutien des régions les plus pauvres de l'Europe.
Une autre grande partie est investie dans l'agriculture, le développement rural et la protection de l'environnement.
Contrairement aux affirmations nationalistes, Bruxelles n'engloutit pas l'argent des États membres sans le leur restituer. 94% des fonds de l'UE sont réinvestis dans les États membres et seulement 6% sont utilisés pour l'administration de l'UE, ce qui est bien moins que l'administration nationale. En particulier, les pays à la traîne ont bénéficié de l'adhésion à l'UE. Sur un total de 28 pays, 19 États membres reçoivent en réalité plus d'argent qu'ils n'en versent dans le budget européen. Les neuf autres sont les plus riches, qui peuvent ainsi transférer plus d'argent que ce qu'ils reçoivent, car l'UE contribue au bien-être des citoyens avec un principe de solidarité redistributive.
Quant à la convergence, l'UE soutient la création d'emplois, notamment par le biais de la politique de cohésion. Cette politique redistribue des fonds du budget de l'UE pour aider les régions les plus pauvres à rattraper les plus riches.

Entre 2007 et 2012, l'UE a créé 600 000 emplois supplémentaires, dont au moins un tiers dans des petites et moyennes entreprises. Avec la politique de cohésion, 25 000 km de routes et 1 800 km de voies ferrées ont été construits ou modernisés par l'UE afin de contribuer à l'établissement d'un réseau de transport transeuropéen efficace.
Néanmoins, une simple croissance économique ne suffit pas. C'est la raison pour laquelle SOLIDAR, avec ses membres et partenaires, tient l'UE responsable de son engagement à rendre son développement économique durable, social et environnemental. Cela signifie que les Fonds européens sont orientés vers l'inclusion sociale, afin de ne laisser personne pour compte, et vers une économie à faibles émissions de carbone, afin de préserver notre santé et notre nature.

3 – Les politiques sociales européennes nous aideraient-elles tous ?

L'Europe doit prendre un tournant social pour regagner la confiance de ses citoyens. La richesse ne ruissèlera pas d'elle-même, nous devons donc nous assurer que chacun profite de la croissance économique et du projet européen. Ce qui se passe à présent, cependant, c'est que les plus pauvres et les plus vulnérables sont montés les uns contre les autres.
La lutte contre les inégalités au sein et entre les États membres constitue le seul moyen de s'attaquer à ses causes profondes, de vaincre le nationalisme et d'œuvrer pour un avenir européen commun. Il est clair qu'avec un chiffre épouvantable de 118 millions de personnes (23,5% de la population) vivant dans l'Union européenne au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale9, les véritables causes des inégalités ne peuvent être combattues uniquement au niveau national. C'est pourquoi nous avons besoin de l'Union Européenne, nous devons unir nos forces et en faire notre priorité!

Des conditions de travail précaires font que trop de personnes sont défavorisées et victimes d'exclusion. Les solutions sont de solides normes en matière de droit du travail pour tous, que vous travailliez en Italie, en Bulgarie ou aux Pays-Bas. L'UE dispose d'un budget de 150 millions d'euros pour la période 2014-2020 pour aider les travailleurs licenciés qui sont touchés par la mondialisation10. Un autre programme est la directive européenne sur les travailleurs détachés, qui instaure des règles claires et contraignantes en faveur de l'égalité des droits pour 2 million de personnes qui travaillent temporairement dans un État membre de l'UE autre que celui dans lequel elles travaillent normalement.
Tous ces efforts sont importants, mais nous avons besoin d'une stratégie plus globale.

Seul un agenda social fort intégré dans un plan d'ensemble pour l'avenir de l'Europe permettra de rattraper des années d'austérité et de priorités erronées qui ont alimenté la colère et la déception. Le socle européen des droits sociaux – qui met l'accent sur l'égalité des chances pour accéder au marché du travail, des conditions de travail équitables et la protection sociale – est un bon point de départ et doit être mis en œuvre de toute urgence! En votant lors de ces élections européennes, vous faites le choix de réaliser cet agenda social européen: réduire la pauvreté, augmenter le niveau de vie, œuvrer pour de meilleures conditions de travail et assurer la protection sociale pour tous!

4 – Fermer les frontières : une solution face à la migration ?

L'extrême droite nationaliste décrit les migrants comme une menace pour notre société. Elle raconte également que la fermeture des frontières est une solution, et la seule, pour les empêcher d'atteindre l'Europe.

Ceci est faux car:

• Un problème humanitaire nécessite une solution humanitaire.

• Fermer les frontières n’a qu’une conséquence: tuer des personnes fuyant des guerres, persécutions, des catastrophes climatiques, ainsi que la pauvreté. En effet, les chiffres de l’Organisation internationale pour les migrations montrent que le nombre de décès en Méditerranée en 2018 est déjà de 1,26012. C’est principalement grâce aux ONG opérant en mer et mobilisant leur solidarité pour sauver des vies humaines que ce nombre
n’a pas escaladé.

• Les migrants ne constituent pas une menace et la plupart de ceux qui arrivent en Europe ont le droit de demander la protection internationale (demandeurs d’asile et réfugiés). En fait, le nombre de demandes de protection internationale en 2018 s’élevait à 136,66513 en Octobre. La marge d’erreur dans l’octroi de la protection internationale à des personnes qui n’auraient pas dû l’obtenir est remarquablement inférieure à celle de la protection accordée à des personnes qui auraient dû l’obtenir
La protection de ces personnes est une obligation pour tous les États membres, conformément aux traités européens et aux conventions internationales qui ont été ratifiés. Par ailleurs, nous ne pouvons pas fermer arbitrairement nos frontières ou rejeter des migrants sans avoir clairement établi leur besoin de protection internationale, conformément à la Convention de 1951 sur les réfugiés ainsi qu’au Traité sur le fonctionnement de l’Union Européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne.solidar
• Les migrants ne constituent pas une menace et la plupart de ceux qui arrivent en Europe ont le droit de demander la

protection internationale (demandeurs d’asile et réfugiés). En fait, le nombre de demandes de protection internationale en 2018 s’élevait à 136,66513 en Octobre. La marge d’erreur dans l’octroi de la protection internationale à des personnes qui n’auraient pas dû l’obtenir est remarquablement inférieure à celle de la protection accordée à des personnes qui auraient dû l’obtenir
La protection de ces personnes est une obligation pour tous les États membres, conformément aux traités européens et aux conventions internationales qui ont été ratifiés. Par ailleurs, nous ne pouvons pas fermer arbitrairement nos frontières ou rejeter des migrants sans avoir clairement établi leur besoin de protection internationale, conformément à la Convention de 1951 sur les réfugiés ainsi qu’au Traité sur le fonctionnement de l’Union Européenne et à la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne.

• La migration est une caractéristique structurelle de notre époque, due au changement climatique et aux tendances démographiques, et accélérée par les guerres.
La pauvreté et le manque de travail décent sont les principaux moteurs de la migration internationale. Par conséquent, le seul moyen de s’attaquer aux causes profondes de la migration est de lutter contre le chômage et la pauvreté dans les pays d’origine des migrants avec des fonds de développement et de coopération appropriés.solidar
• La migration est une caractéristique structurelle de notre époque, due au changement climatique et aux tendances démographiques, et accélérée par les guerres.
La pauvreté et le manque de travail décent sont les principaux moteurs de la migration internationale. Par conséquent, le seul moyen de s’attaquer aux causes profondes de la migration est de lutter contre le chômage et la pauvreté dans les pays d’origine des migrants avec des fonds de développement et de coopération appropriés.

5 – L’allocation de ressources pour l’intégration des migrants nuit-elle à notre système de protection sociale au niveau national ?

Les ressources allouées à l’intégration des migrants et des réfugiés constituent un investissement social et, en tant que tel, le retour sur l’investissement est une société plus sûre et plus équitable pour tous.
L’extrême droite entretient la haine et le ressentiment parmi les plus vulnérables de notre société.solidarLes ressources allouées à l’intégration des migrants et des réfugiés constituent un investissement social et, en tant que tel, le retour sur l’investissement est une société plus sûre et plus équitable pour tous.
L’extrême droite entretient la haine et le ressentiment parmi les plus vulnérables de notre société.

• Quand ils ou elles sont bien intégré(e)s au marché du travail, les migrants paient des impôts qui contribuent à la durabilité générale du budget public dont nous bénéficions tous. Les données de l’Organisation internationale du travail montrent que les travailleurs migrants contribuent à l’économie de leurs pays d’accueil. Cependant, les travailleurs migrants ne bénéficient que de peu de protection sociale, sont confrontés à des inégalités sur le marché du travail et sont exposés à l’exploitation et à la traite des êtres humains.
En outre, les migrants sans papiers ont uniquement droit à des soins de santé d’urgence et seuls les réfugiés ont le droit d’accéder à la protection sociale.

solidar
• Les migrants aident à contrebalancer les tendances démographiques liées au taux de natalité et au vieillissement

et soutiennent donc la durabilité du système de protection sociale. Les enfants non accompagnés représentent une part importante de la population venant en Europe – l'UNICEF a signalé qu'en 2016 92% des mineurs qui ont atteint l'Italie par voie maritime ont voyagé seuls. Si nous voulons de meilleures conditions de vie pour tous et une société unie, au lieu de réduire l'investissement dans des infrastructures sociales telles que l'éducation, nous devons réinvestir dans l'accès à l'éducation, au marché du travail ainsi que dans la reconnaissance internationale des compétences et des qualifications existantes.solidar

• Les migrants aident à contrebalancer les tendances démographiques liées au taux de natalité et au vieillissement et soutiennent donc la durabilité du système de protection sociale. Les enfants non accompagnés représentent une part importante de la population venant en Europe – l'UNICEF a signalé qu'en 2016 92% des mineurs qui ont atteint l'Italie par voie maritime ont voyagé seuls. Si nous voulons de meilleures conditions de vie pour tous et une société unie, au lieu de réduire l'investissement dans des infrastructures sociales telles que l'éducation, nous devons réinvestir dans l'accès à l'éducation, au marché du travail ainsi que dans la reconnaissance internationale des compétences et des qualifications existantes.

6 – Pourquoi le budget de l'UE finance une méthodologie d'éducation alternative ?

La récente répression menée par le gouvernement d'extrême droite en Hongrie contre l'éducation et la société civile illustre de plus en plus les politiques d'austérité contre les initiatives prises pour renforcer les compétences en matière de démocratie participative. Lors de la visite d'étude de SOLIDAR en Hongrie15 au nom du pilier Éducation et apprentissage tout au long de la vie, des ONG locales et la

société civile ont fait part de leurs préoccupations grandissantes quant aux investissements publics dans l'éducation non-formelle, notamment pour les compétences de vie, la formation professionnelle, l'éducation inclusive et les programmes de volontariat.
Malgré le mécontentement de certains gouvernements nationaux quant au contenu et aux méthodes d'apprentissage utilisés dans l'éducation non formelle, l'Union européenne a continué de soutenir les programmes visant à promouvoir les compétences pour vivre en démocratie. Contrairement aux discours d'extrême droite selon lesquels l'éducation formelle est le seul outil nécessaire au marché du travail, l'Union Européenne a pris en compte et reconnu que l'apprentissage non-formel accroît la motivation intrinsèque de l'apprenant, sa participation volontaire et son esprit critique, indispensables à la participation démocratique pour les futures élections européennes. En outre, l'UE a :

• Promeut l'éducation inclusive par le biais de l'enseignement et de la formation professionnelle avec environ 650 000 étudiants pouvant participer par le biais du programme Erasmus+16, qui offre des partenariats stratégiques à 125 000 écoles, établissements d'enseignement et de formation professionnels, établissements d'enseignement supérieur et d'éducation des adultes, organisations de jeunesse et entreprises doté d'un budget total de 14,7 milliards d'euros.solidar
• Promeut l'éducation inclusive par le biais de l'enseignement et de la formation professionnelle avec environ 650 000 étudiants pouvant participer par le biais du programme Erasmus+16, qui offre des partenariats stratégiques à 125 000 écoles, établissements d'enseignement et de formation professionnels, établissements d'enseignement supérieur et d'éducation des adultes, organisations de jeunesse et entreprises doté d'un budget total de 14,7 milliards d'euros.

solidar
• Soutenue financièrement les organisations de la société civile pour développer des plate-formes telles que la plate-forme numérique YourVoteMatters! permettant d'atteindre la cohorte de jeunes dépolitisés et marginalisés, représentant la «génération perdue», essentielle pour une participation plus démocratique aux élections17.
Augmenter le financement de l'UE et accroître l'accès à l'éducation non-formelle dans la plupart des États membres représenteront un frein majeur au programme d'austérité et de privatisation de la droite. Les exemples de gouvernements progressistes tels que ceux du Portugal avec de fort investissements publics devraient être suivis et servir d'exemple à la feuille de route pour la création d'une Europe sociale.solidar
• Soutenue financièrement les organisations de la société civile pour développer des plate-formes telles que la plate-forme numérique YourVoteMatters! permettant d'atteindre la cohorte de jeunes dépolitisés et marginalisés, représentant la «génération perdue», essentielle pour une participation plus démocratique aux élections17.
Augmenter le financement de l'UE et accroître l'accès à l'éducation non-formelle dans la plupart des États membres représenteront un frein majeur au programme d'austérité et de privatisation de la droite. Les exemples de gouvernements progressistes tels que ceux du Portugal avec de fort investissements publics devraient être suivis et servir d'exemple à la feuille de route pour la création d'une Europe sociale.

7 – L'UE et ses États membres mettent-ils vraiment trop d'argent dans les pays en développement ?

En termes d'aide publique au développement (APD), l'UE (et ses États membres) est le plus grand donateur au monde en matière

d’aide au développement. En effet, la coopération au développement de l’UE contribue largement à promouvoir le développement social et économique.
Par exemple, entre 2013 et 2017:

• 12 millions de femmes en âge de procréer et d’enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de programmes liés à la nutrition;

• 50 millions d’enfants étaient inscrits dans l’enseignement primaire;

• un personnel de santé qualifié a assisté à 20 millions de naissances, contribuant ainsi à réduire la mortalité maternelle;

• 60 millions de femmes ont été encouragées à utiliser des méthodes contraceptives.

Les nationalistes se servent souvent de ces faits pour affirmer que l’Europe dépense trop d’argent pour soutenir les pays pauvres et qu’ils devraient plutôt être en mesure d’améliorer la vie de leurs citoyens.

Néanmoins, l’Europe est-elle vraiment si généreuse?

Pour répondre à cette question, il convient tout d’abord de rappeler que même si les États membres européens se sont engagés à affecter 0,7% de leur revenu national brut à l’aide au développement, seuls quatre d’entre eux ont atteint cet

objectif (Danemark, Royaume-Uni, Suède et Royaume-Uni). Alors que dans l'UE, 10% du budget de la Commission est consacré à l'aide aux pays en développement, il ne représente que 5 centimes par habitant européens chaque année.

Deuxièmement, les intérêts nationalistes poussent l'UE à faire du contrôle migratoire un objectif principal de la coopération au développement – bien au-dessus de l'objectif du développement social et économique, de l'éradication de la pauvreté et de la réduction des inégalités – et à utiliser l'aide au développement à cette fin.

Enfin, alors que la coopération au développement de l'UE donne de bons résultats, ses effets sont affaiblis par les pratiques non durables mises en place par les sociétés multinationales (notamment européennes) qui investissent dans les pays en développement mais ne paient pas leurs impôts équitablement. En effet, selon des estimations prudentes, l'évasion fiscale des sociétés coûterait entre 60 et 100 milliards d'euros par an aux pays en développement. Donc, ce qui est donné avec une main est pris avec l'autre. solidar
Enfin, alors que la coopération au développement de l'UE donne de bons résultats, ses effets sont affaiblis par les pratiques non durables mises en place par les sociétés multinationales (notamment européennes) qui investissent dans les pays en développement mais ne paient pas leurs impôts équitablement. En effet, selon des estimations prudentes, l'évasion fiscale des sociétés coûterait entre 60 et 100 milliards d'euros par an aux pays en développement. Donc, ce qui est donné avec une main est pris avec l'autre.

En effet, l'évasion et la fraude fiscales mettent en péril la capacité des pays à améliorer la vie de leurs citoyens: chaque euro perdu aux paradis fiscaux est un euro qui aurait pu être

investi dans les services publics – payer les médecins et les enseignants, financer les vaccinations, investir dans des chaises d'école pour les enfants. C'est seulement ensemble et avec une réglementation européenne que nous pourrons traiter efficacement ces problèmes et faire en sorte que l'aide européenne au développement et à la coopération contribue à améliorer la vie des personnes.

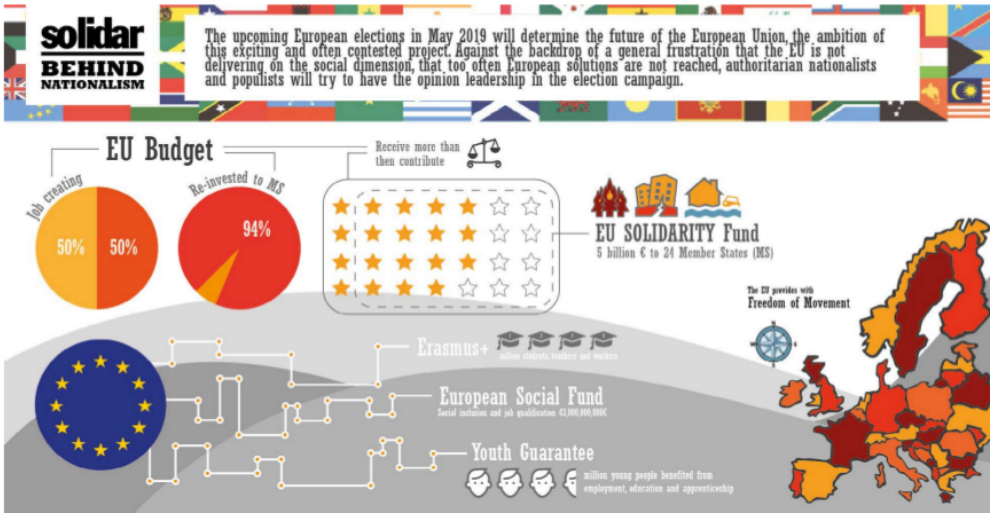
8 – L'appartenance à l'UE permet-elle de combattre la corruption et l'évasion fiscale ?

Les nationalistes et les partis d'extrême droite ont appelé à un retour aux mesures nationales pour faire respecter la législation en vigueur afin de
lutter contre l'évasion fiscale et la corruption transfrontalières. La Commission européenne estime à 1 billion d'euros les pertes annuelles
dues à l'évasion et à la fraude fiscale19, tandis que le Parlement européen estime que la corruption a coûté jusqu'à 990 milliards d'euros à l'UE, laissant de plus grandes disparités économiques et sociales au sein et entre les États membres, et une criminalité organisée ainsi qu'une plus forte méfiance croissante du public à l'égard des autorités nationales et des gouvernements. Étant donné que l'évasion fiscale et la corruption sont des problèmes transfrontaliers qui concernent tous les États membres, l'appartenance à l'Union européenne signifie que:

• Les États membres et leurs autorités fiscales peuvent avoir un plus large impact sur la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption grâce à la coopération transfrontalière internationale et européenne, ainsi que l'échange automatique d'informations, comme le permet la récente Norme Commune de Déclaration (NCD/CRS).

• Les États membres qui coopèrent peuvent soutenir l'établissement et la mise en œuvre de mesures juridiquement contraignantes visant à garantir le respect des normes européennes et à limiter la diminution des recettes fiscales nécessaires au financement des services publics, conformément aux objectifs de développement durable20 visant à accroître les recettes publiques et à éradiquer la pauvreté.

Pour contribuer à la lutte contre la corruption tout en assurant une plus grande transparence et le partage d'informations, les États membres doivent unir leurs forces aux niveaux européen et international tout en n'amoindrissant pas le travail de la Commission européenne comme cette année.



9 – Si nous donnons à l'UE plus d'autonomie budgétaire, cela se traduit-il par moins de financement pour des objectifs nationaux tels que les services publics ?

L'histoire est la suivante: agrandir le financement de l'UE pour son budget signifierait avoir moins d'argent pour les comptes nationaux, utilisées en grande partie pour fournir des services publics et financer les systèmes de sécurité sociale.

En réalité:

• L’expérience des politiques appliquées prouve que l’égalité ne peut être réalisée uniquement dans les limites d’un État. Les revenus des ménages de l’UE ont tendance à dépendre de plus en plus de facteurs européens; toutefois, toute décision concernant le financement de l’UE nécessite l’accord unanime des pays de l’UE et leur ratification ultérieure, conformément à leurs exigences constitutionnelles.

• En mettant en commun des ressources pour introduire une véritable dimension sociale de l’UE, stimulant ainsi les investissements sociaux, l’UE peut contribuer à lutter contre les inégalités non seulement à l’intérieur des États membres, mais également entre eux.

• Le budget de l’UE ne représente que 1% du revenu total de l’UE et environ 2% des dépenses publiques de l’UE. Il figure dans le budget actuel de l’UE pour la période 2014-2020.

• Par exemple, en 2013, le citoyen européen moyen a versé 283 euros par an au budget de l’UE. C’est moins d’un euro par jour – ce qui est moindre compte tenu des avantages que l’UE apporte à ses citoyens.

• Si bien produit, le budget européen est un investissement qui pourrait être tout à fait rentable pour garantir un avenir sûr pour l’Europe et ses citoyens.

L’UE a besoin de sa propre capacité budgétaire pour faire face aux chocs macroéconomiques et renforcer la stabilité des États

membres face aux crises économique et financière mondiale telle que celle de 2008.
Nous avons besoin d'un régime européen complémentaire de prestations de chômage permettant d'anticiper les crises futures et d'éviter les pièges du « too big to fail » lorsque les fonds publics servent à sauver les institutions financières privées et à créer des déficits publics dans trop de pays.
Pour finir il nous faudra bien un changement politique radical pour une Union européenne plus sociale, plus inclusive et plus protectrice.
C'est ce que nous souhaitons soutenir dans notre travail quotidien et par notre engagement dans la campagne pour les élections européennes «Cette fois-ci, je vote» – espérons qui sera en faveur d'une Europe que nous souhaitons et pour laquelle nous avons besoin de majorités progressistes au sein du prochain Parlement européen et non pas d'ennemis de l'Europe, de nos démocraties et de nos valeurs!

Version pdf. : ici

En partenariat avec : thistimeimvoting.eu

UNESCO : forum sur les migrations

Les ONG en partenariat avec l'UNESCO, dont la Ficeméa est membre, organise un Forum sur les migrant.e.s en septembre.

Les deux jours du forum seront construits sous la forme des parcours migratoires des personnes :

1. Les pays d'origine des migrant.e.s
2. Les pays de transit
3. La destination finale espérée

Les six thèmes

- Rôle des médias et leaders d'opinion : informer le plus grand nombre, sensibiliser l'opinion, déconstruire les stéréotypes sur les migrants et les discours de haine, mais aussi combattre dans les pays de départ, l'influence néfaste des réseaux de passeurs exploiteurs de misère et trafiquants d'êtres humains, la dissimulation des obstacles et dangers de l'entreprise, la propagation de chimères sur des eldorados modernes.
- Parvenir à un accord mondial pour une migration sûre, régulière et ordonnée : contenu des deux Global Compacts (migrants et réfugiés) en cours d'élaboration par l'ONU ; pratiques des Etats, rôle des lois nationales face aux droits humains, tendance actuelle au renforcement des frontières, faiblesse de la solidarité entre les Etats concernés dans une région du monde.
- L'Éducation : la construction universelle de programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale est impérative dans un monde globalisé où les mouvements migratoires devraient logiquement s'amplifier en raison des écarts croissants de croissance démographique et de richesse ; de plus le changement climatique peut entrainer des mouvements migratoires massifs.

L'éducation des migrants et réfugiés, la scolarisation ou rescolarisation des jeunes est un axe prioritaire pour l'inclusion, de même que l'apprentissage intensif de la langue du pays d'établissement final.

- Art et culture au service de l’inclusion : la créativité, le dialogue et le partage des cultures, les activités culturelles collectives, le respect de la diversité culturelle pour la cohésion sociale.
- La ville : la transformation des villes par l’arrivée des migrants, la gestion de la croissance des faubourgs urbains créés par les arrivées massives, les aménagements de lieux et d’activités en faveur de la mixité et de l’inclusion, le rôle des musées, le rôle des sports populaires pratiqués au niveau mondial
- Migrant.e.s et réfugié.e.s acteurs et actrices du développement. Contribution des diasporas au développement de leurs pays d’origine, leur rôle de passerelle interculturelle et économique pour un développement « ici et là-bas »

Conférence annuelle « L’éducation dans un monde numérique »

La numérisation ne cesse de croître et va inévitablement affecter tous les secteurs. Cependant, nous avons toujours du mal à comprendre l’ampleur de ce phénomène et peu d’entre nous y sont réellement préparés : la course entre l’homme et la machine a changé de nature, et la machine va bien plus vite. Le défi de l’éducation dans un monde numérique nous impose d’ouvrir l’éducation aussi largement que possible de façon à n’oublier personne, grâce à des canaux flexibles et un mode de pensée novateur, afin de permettre à tous de s’adapter aux

développements encore inconnus. Comment la formation tout au long de la vie peut-elle répondre à ces défis afin d'assurer l'accès universel à l'éducation numérique ?

La plate-forme Lifelong Learning est une structure cadre qui regroupe 40 organisations européennes actives dans le domaine de l'éducation, la formation et la jeunesse. A l'heure actuelle, ces réseaux représentent plus de 50 000 établissements d'enseignement et associations qui couvrent tous les secteurs de l'apprentissage formel, non formel et informel. Leurs membres desservent plusieurs millions de bénéficiaires.

Conférence annuelle LLLPlatform « L'éducation dans un monde numérique », Tallinn, Estonie, 31.05-01.06.2017 & 1 Juin

Links: http://lllplatform.eu/events/annual-conferences/ac17/

Hashtag: #lllpac17

La Conférence aura lieu à la charnière entre les présidences de Malte et l'Estonie du Conseil de l'UE. Les participants y seront invités à contribuer à transmettre des réponses au défi brûlant qu'est la transformation de l'éducation dans un monde numérique, grâce à un solide réseau de connaissances composé de membres, d'enseignants, d'apprenants, d'organisations de la société civile, de représentants nationaux et européens et d'experts.

LLLAwards 2017: L'éducation dans un monde numérique

LLLAwards 2017: Education in a Digital World

Links:
http://lllplatform.eu/what-we-do/lll-awards/lllawards2017/

Hashtag: #lllawards

En 2016, la plate-forme Lifelong Learning a lancé les Prix d'éducation permanente pour célébrer les pratiques créatives et inclusives. Le but du Prix de l'apprentissage continu est de donner une visibilité aux pratiques innovantes qui ont lieu dans toute l'Europe afin d'attirer l'attention du public sur l'apprentissage tout au long de la vie et d'inspirer de nouvelles pratiques et politiques.

L'objectif de la LLLAwards édition 2017 est l'éducation à l'ère numérique. Elle traitera des différentes manières dont ce développement technologique affecte et transforme les pratiques éducatives.
Le LLLPlatform récompensera trois initiatives ou projets marquants dans les trois catégories suivantes :

- Education et Démocratie: cette catégorie récompensera les initiatives qui améliorent la pensée critique à l'aide des outils numériques, qui sensibilisent aux droits civiques au sein de l'Internet, et qui encouragent à participer activement à la démocratie à l'ère numérique.
- L'éducation et l'inclusion sociale : cette catégorie récompensera les initiatives qui abordent la question de l'accès et l'intégration à l'apprentissage numérique. Ce prix mettra en évidence la nécessité de faire progresser le numérique d'une manière qui permette à tous les apprenants de bénéficier d'une éducation numérique, à savoir les apprenants issus d'un milieu défavorisé, mais aussi les adultes ayant quitté l'école.
- Éducation et pédagogie innovante : cette catégorie récompensera les initiatives utilisant de manière innovante des outils numériques pour l'enseignement / l'apprentissage, ou participant à la transformation de l'enseignement et des méthodes d'apprentissage par le biais de la technologie.

Le nouveau consensus européen pour le développement

Cet accord inter institutionnel définit la vision globale et les objectifs de la coopération européenne au développement. Le «Consensus européen pour le développement» a été approuvé conjointement par le Conseil Européen et par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, par la Commission européenne et par le Parlement européen en 2005. Il décrit, les défis a` relever pour éradiquer la pauvreté et promouvoir le développement durable, ainsi que les engagements pris par l'Union européenne pour répondre a` ces défis. Le Conseil européen est la réunion des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'Union européenne (UE), de son président et du président de la Commission européenne.

Ce consensus européen pour le développement reconnaıt̂ également le roˆle important de la sensibilisation et de l'éducation au développement auprès des citoyens européens pour répondre a` ces préoccupations et réaliser ces engagements.

Qui propose la révision du Consensus Européen pour le développement ?

L'agenda 2017 de coopération au développement de l'Union européenne prévoit entre autres la révision du consensus européen pour le développement. La proposition concernant un nouveau «consensus européen pour le développement» a été présentée par la Commission européenne en Novembre 2016, elle suggère l'adoption d'une nouvelle politique européenne de développement qui réponde de manière intégrée aux grandes orientations du programme à l'horizon 2030: l'humanité, la

planète, la prospérité et la paix, dans le cadre d'un partenariat.

En quoi avons-nous besoin d'un « Nouveau » Consensus pour le développement?

La politique de développement de l'UE à travers ce nouveau consensus veut privilégier les principaux facteurs de transformation sociale. Pour y parvenir, il convient désormais que la politique de développement de l'UE prenne en compte les changements fondamentaux: l'égalité entre les hommes et les femmes, la jeunesse, les énergies durables et l'action pour le climat, les investissements, les migrations et la mobilité, dans la manière dont elle souhaite faire face aux défis mondiaux.

Qu'est-ce que le Consensus proposé apporte de nouveau ?

Le nouveau s'articule autour des quatre thèmes centraux encadrant le programme à l'horizon 2030: l'humanité, la planète, la prospérité et la paix. Une fois adopté, le nouveau consensus contribuera aussi à la réalisation des objectifs et à la défense des valeurs de l'action extérieure de l'UE, Il soutient la stratégie mondiale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE), qui donne une vision de l'engagement de l'Europe dans le monde et fait la promotion de la résilience à tous les niveaux, dans une perspective de paix et de prospérité, tout en soulignant l'importance des ODD[1].

Comment se matérialise le « Nouveau » Consensus?

Au titre du nouveau consensus, l'UE et ses États membres proposent de :

1. Améliorer la qualité de l'emploi et l'entrepreneuriat
2. Contribuer au développement d'un secteur énergétique sain
3. Prévenir, gérer et contribuer à résoudre les conflits et

les crises
4. Gérer les migrations et la mobilité humaine et faire en sorte qu'elles soient sûres, ordonnées, régulières et responsables.

Quelles sont les prochaines étapes dans le processus?

Au cours des mois à venir, elle sera examinée par les États membres de l'UE au Conseil et par le Parlement européen. L'objectif est de tomber d'accord sur un texte commun, un cadre commun pour la politique européenne de développement que s'approprieront ensemble les institutions de l'UE et les États membres. On estime que les discussions interinstitutionnelles pourraient être conclues sous la forme d'une déclaration commune au premier semestre 2017.

les Lignes Rouges du « Nouveau Consensus » selon La Confédération d'ONG CONCORD:

La politique de développement que propose le nouveau consensus :

1. Est éloignée d'une véritable politique visionnaire qui pourrait surmonter les obstacles structurels au développement durable ou qui détaillerait comment mettre en oeuvre certains principes fondamentaux.

2. Ne fournit pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable; le consensus proposé considère plutôt que le développement est au service d'autres intérêts et objectifs europé
3. Encourage et soutient les grandes sociétés et le secteur privé, qui voient leur rôle s'accroître, sans que les bénéfices de développement découlant de leur engagement ne soient assez étayés et les risques associés suffisamment analysés ; sans apporter la transparence nécessaire sur les partenariats avec le secteur privé, la manière dont ils seront contrôlés, la

responsabilisation et les contraintes prévues, ou bien encore sur les mécanismes de réparation considère que le modèle de croissance économique et de création d'emplois actuel constitue la principale solution face à l'inégalité, l'instabilité, les migrations clandestines et les déplacements forcés, le nouveau consensus propose un ; et ne reconnaisse pas que la croissance économique et l'emploi pourraient en réalité accroître les migrations.modèle de croissance économique et de création d'emplois

4. Ne reconnaît qu'à la marge le rôle unique, complet et multiple que joue la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle nationale et internationale.

5. Ne précise pas comment les causes et les structures sous-jacentes qui empêchent les femmes et les filles d'accéder à l'égalité des droits seront traité Il échoue ainsi à transformer en profondeur les inégalités entre les sexes. Est éloignée d'une véritable politique visionnaire qui pourrait surmonter les obstacles structurels au développement durable ou qui détaillerait comment mettre en oeuvre certains principes fondamentaux.

6. Ne fournit pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable; le consensus proposé considère plutôt que le développement est au service d'autres intérêts et objectifs europé

7. Encourage et soutient les grandes sociétés et le secteur privé, qui voient leur rôle s'accroître; sans apporter la transparence nécessaire sur les partenariats avec le secteur privé, la manière dont ils seront contrôlés, la responsabilisation et les contraintes prévues, ou bien

encore sur les mécanismes de réparation

8. Ne reconnaît qu'à la marge le rôle unique, complet et multiple que joue la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle nationale et internationale.
9. Ne précise pas comment les causes et les structures sous-jacentes qui empêchent les femmes et les filles d'accéder à l'égalité des droits seront traité Il échoue ainsi à transformer en profondeur les inégalités entre les sexes.

Par Bineta Mbengue, volontaire de la Francophonie

TABLEAU RECAPITULATIF DU «NOUVEAU» CONSENSUS EUROPEEN	
Le Consensus Européen pour le développement de 2005	• Décision du conseil de l'Europe,commission européenne et les représentants des gouvernements des états membres

Le «nouveau» Consensus Européen pour le Développement: Révision en 2017 de la politique européenne de développement pour répondre aux orientations du programme à l'horizon 2030 (humanité, planète, paix et prospérité)	**Thématiques:** • Egalité entre les femmes et les hommes • La jeunesse • Les énergies durables • L'action pour le climat • Les investissements • Les Migrations et la mobilité
	Objectifs: • Qualité de l'emploie en l'entreprenariat • Développement d'un secteur énergétique sain • Prévention et gestion des conflits et des crises • Gestion des migration et de la mobilité humaine

Les «Lignes Rouges» de CONCORD sur le nouveau Consensus	• Pas de politique visionnaire pour surmonter les obstacles au développement durable. • Pas d'orientation ou de mécanismes suffisants qui garantissent que d'autres politiques européennes soutiendront le développement durable. • Soutient les grandes sociétés et le secteur privé, ; pas de transparence sur les partenariats avec le secteur privé • ne reconnaît peu le rôle de la société civile locale dans le développement, la démocratie et la primauté du droit, ainsi que celui de la société civile à l'échelle nationale et internationale. • pas de transformations des inégalités entre les sexes, absence d'analyse des causes et des structures empêchant les femmes et les filles d'accéder à l'emploi

[1] *Les ODD(objectifs de développement durable) sont un ensemble d'objectifs portés par l'Organisation des Nations unies et ayant pour but le développement international. Ils remplacent les objectifs du millénaire pour le développement, qui se terminent en 2015. , et dont les avancées ont permis*

une nette évolution1.

Ces nouveaux objectifs (ODD), portent sur la période 2015-2030 et sont , devraient être opérationnels depuis le 1er janvier 2016.

Quelques témoignages d'anciens Volontaires Internationaux de la Francophonie



A la suite de la présentation du programme de Volontariat de la Francophonie, nous avons jugé pertinent de partager des extraits de témoignages[1] d'anciens VIF :

Andreea Neamtu, volontaire roumaine en mission à Chisinau (Moldavie): « *Cette mission m'a permis d'apprendre à être prête à tout faire, découvrir et pousser des portes que je n'aurais pas eu le courage de pousser auparavant*. »

Auguste KOFFI, volontaire ivoirien à Paris (France): « *Ma mission me permets de côtoyer presque au quotidien des*

décideurs pour la plupart des chefs d'État et d'autre part des personnes venant de milieu dit défavorisés… C'est un tourbillon de sensations et d'ouverture à une autre culture qui a fait et continuera à faire de moi une personne meilleure au sortir de cette expérience unique offerte à la jeunesse francophone par le biais de ce programme.»

Belinda MOULIN, volontaire belge en mission à Bujumbura (Burundi): « *Le programme m'a permis de me rendre au Burundi une deuxième fois en tant que chargée de projet Réseau inter universitaire des Grands-Lacs à Bujumbura (Burundi) auprès de l'Antenne Afrique des Grands-Lacs de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).»*

Chu Thi Quynh May, volontaire vietnamienne en mission au Gabon: « *J'ai pu travailler dans un environnement international qui m'a aidé à accumuler des expériences professionnelles, enrichir mes connaissances et augmenter ma capacité d'adaptation* »

Élodie Bamowongo, volontaire congolaise (RDC) en mission à Hanoï, (Vietnam): « *C'est une expérience qui m'a ouvert l'esprit, m'a permis de mieux me connaître ainsi que mes atouts et limites, et a augmenté mon estime personnelle, élargi mon réseau professionnel…* »

Hajer Tlijani, volontaire tunisienne à New-York (Etats-Unis): « *Une telle expérience, unique et enrichissante, est une vraie opportunité pour développer mes compétences et me familiariser avec le système assez complexe des Nations Unies… A tous les jeunes de l'espace francophone: postulez au programme VIF, rejoignez l'aventure et osez sortir de votre zone de confort. C'est là où la vraie vie commence!* »

Illili Ag Elmehdi, volontaire malien en mission à Hûe (Vietnam): « *Cette expérience m'a permis de voir avec un certain recul ma vie socioprofessionnelle, de partager des expériences, de donner de mon temps et de mes connaissances,*

en un mot de me sentir utile. »

Marie-Josée BLANCHARD, volontaire canadienne à Hanoi (Cambodge): « *J'ai une passion pour tout ce qui touche à la culture et à la religion, et particulièrement à la rencontre des deux. Je suis ravie de vivre à nouveau une expérience à l'international, spécialement en Asie, et je me réjouis à l'idée de pouvoir déguster chaque jour de bons petits plats cambodgiens et asiatiques! (Oui, la nourriture est une autre de mes passions, et la cuisine asiatique est ma préférée!* »

Michèle Andriamparany, volontaire malgache à Addis-Abeba (Éthiopie): « *Ça a été un défi depuis le début de cette aventure. Il y avait eu une sélection sur dossier, un test écrit, et un entretien. 3000 candidats pour 57 postes! C'est aussi un défi d'avoir quitté pays, ancien poste, famille et amis. Et toute la mission reste encore un grand défi que je suis déterminée à relever* »

Moussa Gassama, volontaire sénégalais, en mission à Sofia (Bulgarie): « *J'éprouve toujours du plaisir à parler de mon expérience de volontaire ! Je souhaite aux nouveaux volontaires d'être heureux de participer à une telle initiative qui a été une réussite pour mon parcours professionnel*. »

Nadyia Ben Halim, volontaire tunisienne en mission à Phnom Penh (Cambodge) :« *J'ai pu grâce à mon expérience de volontaire vivre une année d'autonomie et de découverte. Plus que jamais je crois en la diversité mais plus que jamais aussi, je crois au partage*. »

Roudy Thimothé, volontaire haïtien à Yaoundé (Cameroun): *« Pour moi être VIF est une opportunité de découvrir une face cachée de la vie. L'occasion de servir une cause planétaire tout en restant attaché à ses valeurs patriotiques. Cette expérience me permet de tirer plusieurs conclusions comme la confiance en soi sur le plan professionnel ; découverte*

d'autres cultures »

Sandra Cazenave, volontaire Française en mission au Vanuatu: « *Le programme VIF est certes une expérience professionnelle très enrichissante mais c'est avant tout pour moi une aventure humaine extraordinaire et riche en émotion*. »

Souleymane NDIAYE, volontaire sénégalais à Szeged (Hongrie): « *Aux futurs volontaires : être VIF, est une très grande chance, un mérite et une opportunité que tous les jeunes francophones devraient tenter de saisir. Cette expérience vous procure une nouvelle vision du monde, beaucoup plus large.* »

Thi Ngoc Anh NGUYEN, volontaire vietnamienne à Québec (Canada): « *Il s'agit pour moi d'une opportunité de me forger mes premières expériences professionnelles à l'étranger et de faire des connaissances avec des amis venant de différents pays francophones.* »

Anne Michelle EKEDI

Volontaire de l'OIF

[1] Source Direction de l'Éducation et de la Jeunesse (DEJ) de l'OIF en charge du programme de VIF

Le Volontariat international de la Francophonie (VIF) :

Mettre les jeunes au service du développement durable et des valeurs de la Francophonie



La Francophonie agit pour que sa jeunesse soit outillée pour incarner ses valeurs, les perpétuer et les faire progresser, en particulier depuis le VIIIe Sommet de Moncton en 1999 spécialement consacré à cette thématique, en passant par le Xe Sommet de Ouagadougou (2004) jusqu'au XVe Sommet de Dakar (2014) qui a eu pour thème «*Femmes et jeunes en Francophonie: vecteurs de paix, acteurs de développement*».

Le programme de volontariat, une réponse aux défis des jeunes francophones

Sous l'impulsion d'ABDOU DIOUF, ancien Secrétaire général de la Francophonie, et adopté par le XIe Sommet à Bucarest, le programme de Volontariat International de la Francophonie (VIF) a été officiellement lancé en 2007. Une phase pilote est implémentée entre 2007 et 2009 : 37 jeunes ressortissants de 14 pays ont été volontaires de la Francophonie. En adoptant la Stratégie Jeunesse 2015-2022 lors du XVe Sommet à Dakar en 2014, la Francophonie a réitéré son engagement envers la jeunesse francophone. Sur les traces de son prédécesseur

M.Abdou Diouf, Mme Michaëlle Jean, l'actuelle Secrétaire générale de la Francophonie s'est engagée à faire de la jeunesse une préoccupation centrale de l'Organisation.

Le Volontariat International de la Francophonie (VIF), c'est quoi ?

Le VIF est un moyen pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de **favoriser la mobilité**, de **promouvoir la solidarité**, de **développer le dialogue des cultures**, de **soutenir l'employabilité des jeunes** et de **faciliter leur insertion sociale et professionnelle**. Il s'insère dans le programme de mobilité et de renforcement des capacités des jeunes de la Direction de l'Éducation et de la Jeunesse. Ce programme offre aux jeunes francophones des opportunités d'échanges, d'engagement au service du développement et du rayonnement des valeurs de la Francophonie ainsi qu'une valorisation de leurs compétences. Le VIF constitue une expérience inédite pour les jeunes francophones de vivre une expérience internationale enrichissante et inoubliable.

Le VIF : Contribuer au développement des pays francophones

Les domaines d'intervention de ce programme s'inscrivent dans le cadre des objectifs de la Francophonie :

– Promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;

– Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme ;

– Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;

-Développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Les valeurs du volontariat international de la Francophonie

Le volontariat est avant tout un acte d'engagement personnel

et désintéressé de jeunes ressortissants de pays membres de la Francophonie qui, pour une durée déterminée, offrent leurs compétences dans un domaine d'activité précis, au profit d'un projet de la Francophonie.

Qu'est-ce qu'un « ViF » ?

Un Volontaire international de la Francophonie « ViF » est un jeune diplômé, homme ou femme, qui a acquis dans le cadre de ses études des compétences avérées dans son domaine de formation. Il est animé d'un désir d'apprentissage et de partage. Il s'engage, durant 12 mois, exclusivement de tout autre engagement et de manière désintéressée, au service d'un projet de la Francophonie. Il doit faire preuve d'ouverture, de responsabilités, d'initiatives, de réelles capacités d'adaptation et d'autonomie dans le respect de la culture de ses interlocuteurs et du pays d'accueil.

Un volontaire n'est ni un stagiaire, ni un salarié de l'OIF, ni de la structure d'accueil qui le reçoit. Le volontariat constitue donc pour le volontaire francophone une opportunité de mettre à contribution des savoirs récemment acquis afin de :

- se confronter aux particularités de la vie professionnelle ;
- partager et acquérir des savoir-faire et savoir-être dans un contexte culturel différent.

Parce qu'il est bénévole à plein temps, le volontaire n'est pas soumis aux règles sur le droit du travail ni au Statut et Règlement du Personnel de l'OIF mais il perçoit une indemnité mensuelle de subsistance. Cette indemnité lui permet de se loger et de vivre décemment sur son lieu d'affectation. Il bénéficie d'une assurance santé, d'une assurance rapatriement sanitaire et d'une responsabilité civile « vie privée ». Les transports aller-retour entre le pays d'origine, le pays de formation et le pays d'affectation seront pris en charge par

l'OIF et/ou par la structure d'accueil du volontaire. Les assurances sont souscrites par l'OIF et sont soumises à des conditions. Les frais de visa pour le pays où se déroulera la mission du volontaire sont à la charge de ce dernier.

Qu'est ce qu'une structure d'accueil d'un « ViF » ?

Une structure d'accueil partenaire partage les valeurs et les principes de la Francophonie. Elle fait partie du réseau de partenariat de l'OIF, des opérateurs (AUF, AIMF, TV5 Monde, Université Senghor) et des institutions (CONFEMEN, CONFEJES, APF) de la Francophonie. L'organisation qui a recours aux services d'un volontaire, s'engage à :

– manifester un réel intérêt pour accueillir, accompagner et favoriser l'échange d'expérience avec le volontaire qui apportera sa participation dans la réalisation des activités du projet ;

– encadrer le volontaire, lui confier des tâches à la hauteur de ses qualifications et de son expérience.

Plus d'informations sur les critères d'éligibilité, la procédure de sélection et de déploiement ici: http://jeunesse.francophonie.org/volontariat/presentation-du-programme-volontariat-0#EXAMEN%20ET%20%C3%89TAPES%20DE%20S%C3%89LECTION

Quelques mots sur le Réseau des volontaires internationaux de la Francophonie (RVIF)

Comme l'indique son nom, le RVIF est un réseau d'échanges et de partage d'anciens volontaires internationaux de la Francophonie. Il est également important de souligner que le RVIF est un des membres fondateurs de la Plateforme Internationale des Réseaux Jeunesse Francophones (PIRJEF) crée officiellement en 2014 lors du Sommet de Dakar.

Le VIF en quelques chiffres :

Depuis 2007, près de **300 jeunes** francophones ont participé au programme :

– **51%** de femmes, **49%** d’hommes,

– Moyenne d’âge : **28 ans**,

– représentants **34 pays** de la Francophonie,

Les volontaires ont réalisé des missions réparties dans **35 pays** de la Francophonie.

75% d’entre eux sont originaires des pays du sud et de l’Europe centrale et orientale.

Anne Michelle EKEDI

Volontaire de l’OIF

Manifesto building the future of learning in Europe

LIFELONG LEARNING PLATFORM
EUROPEAN CIVIL SOCIETY FOR EDUCATION

MANIFESTO

BUILDING THE FUTURE OF LEARNING IN EUROPE

LIFELONG LEARNING PLATFORM

2015

BUILDING THE FUTURE OF **LEARNING** IN **EUROPE**

MANIFESTO

A humanistic and holistic approach of learning, from cradle to grave, is of continued relevance in today's world and a viable foundation for the rethinking of education in knowledge intensive societies. Adopting a vision, whose rationale is not limited to a single objective, but comprehends its multiple facets is not only relevant but also necessary in today's context. Europe is undermined by populism, religious fundamentalism and economic turmoil; and the global race for innovation and recent inflow of migrants are yet additional factors education policies need to grasp. The Lifelong Learning Platform believes that it is only by taking all these factors into account that education policies will have a real chance of building inclusive societies.

Lifelong learning answers many challenges of modern societies. The traditional pathway "school, work, retirement" is no longer the norm. Most individuals undergo several transitions in their lives, going back from work to education, working and studying simultaneously or volunteering, in their home country and abroad. Consequently there is an increasing demand for qualifications and for flexible and inclusive learning environments.

LEARNING MOBILITY

basic skills

empowering educators

Quality Education

Arts & Culture

GUIDANCE AND MENTORING

DIGITAL LITERACY

NON-DISCRMINATION

Global Education

transformative power

DEMOCRATIC GOVERNANCE

The offer and scope of learning opportunities have already been broadened, for instance, thanks to the development and use of digital technologies. But inequalities persist in European education and training systems where vulnerable groups such as migrants are particularly disadvantaged[1]. Consequently, the participation of adults in lifelong learning has been stagnating for many years[2]; 20% of the EU's working age population has low literacy and numeracy skills[3], not only reducing by half these people's chances to be employed, but also to access basic welfare services, participate in democratic life or develop a sense of social cohesion[4]. Education is a smart investment for Europe so long as equity becomes its regulating principle.

Educational institutions should be encouraged to open their doors, adapt to learning diversity, and build sustainable partnerships to allow individuals to build their own learning pathways. The paradigm shift to lifelong learning means recognising that learning is taking place in various contexts. It implies changing the ways we teach and learn, the ways we assess learning and the ways we work and live together. It should encourage the process of building learning societies where participating in education is highly valued and encouraged by public authorities and families.

1. Cohesion policy and marginalised communities, Opinion of the Committee on Employment and Social Affairs for the Committee on Regional Development (2014/2247(INI)), 25 June 2015;
2. Eurostat data, 2013;
3. PIAAC, the survey on adult skills, OECD 2013;
4. The OECD also shows correlations between educational attainments and life expectancy - OECD's "Society at a glance. OECD social indicators: the crisis and its aftermath", 2014.

This Manifesto is addressed to policy-makers and educational actors from all over Europe in order to take action to make lifelong learning a reality for all!

We see three main areas of reforms:

- Building inclusive and democratic educational systems
- Widening access to quality education for all citizens
- Increasing the relevance of education to modern societies

For each area we propose five concrete measures that are essential when developing lifelong learning strategies.

BUILDING INCLUSIVE AND DEMOCRATIC EDUCATIONAL SYSTEMS

1 Making citizenship and global education, as well as intercultural and interreligious dialogue, priority areas of European Union and national education policies...

The transformative power of education has a major role to play in building inclusive and democratic societies. We have to engage people in a critical reflection and dialogue, and empower them to tackle past, present and future social and political challenges such as sustainable development. Today, young people feel their voice does not count and an increasing number of them express societal disinterest while a minority seeks shelter in radical movements. Educational systems should aim to make them engaged as active citizens, able to stand up for human rights and democracy.

2 Eliminating prejudices and discrimination in educational settings based on gender, age, race, religion, sexual orientation, and socio-economic status...

Inequalities are increasing within our educational systems where vulnerable groups are particularly disadvantaged. Efforts should be made to desegregate our educational institutions, giving equal opportunities to all. It is also important to take into account non-cognitive factors such as habits, values and poverty to understand and overcome educational under-achievement. Besides, clear strategies should tackle prejudices and stereotypes to help prevent further discrimination, hate speech and bullying by ensuring those issues are dealt with (e.g. when creating curricula, teaching materials and when planning activities in partnership with specialised organisations).

3 Implementing and strengthening a democratic governance of educational institutions and enhancing learner participation...

The governance of educational institutions can be improved with the help of a meaningful participation of learners, families and communities. Giving learners a voice will contribute to putting our values into practice through experiential learning and strengthening their participatory skills, fostering active citizenship and thus more democratic societies. Learners in collaborative learning environments tend to perform significantly better than those in competitive and individualistic situations. This leads to an upward spiral as higher achievements in education lead to a higher motivation to learn throughout life.

4 Turning learning mobility from an exception into a rule at all levels of education and for all educational actors (learners and educators) throughout their lives and regardless of their socio-economic background...

Learning mobility plays an important role in developing transversal competences, especially social and intercultural ones, and in promoting a sense of European belonging. EU mobility schemes are indeed strongly associated with the benefits of EU citizenship. Proper investment has to be made so that learning mobility becomes the rule instead of an exception for both learners and educators. For that we need to ensure that access to mobility programmes is possible for all regardless of their socio-economic backgrounds. However, widening access to mobility programmes should not be at the detriment of their quality.

5 Use of arts and culture in education in order to tackle social challenges and to enhance personal development...

Cultural engagement is a key contribution to the acquisition of transversal competences such as "cultural awareness and expression"[5] so crucial to foster one's creativity, imagination and sense of appreciation of cultural diversity. It can also increase motivation to learn via original and innovative vectors and increase well-being and self-confidence. This goes through the improvement of educators' training by sensitizing them to the importance of culture and favouring their collaboration with artists.

5. Key Competences Framework, European Commission, 2006.

WIDENING ACCESS TO QUALITY EDUCATION FOR ALL CITIZENS

6

Ensuring a solid and quality (early) education for all, equipping learners with basic skills for life, as well as supporting increased adaptability and second chance opportunities for adults...

Everyone should leave formal education with solid basic skills. This will not only prevent early school leaving but also being caught in a "low skills trap" in adulthood. Today almost one adult in five in Europe still does not know how to read and write properly while we know the huge impact that has on their employment prospects, their social and civic participation as well as their health and well-being. For those who have already left school, quality educational programmes should be publicly funded, offering new opportunities for adults.

Implementing outreach strategies based on easily accessible information and quality guidance and counselling services to involve current non-learners in lifelong learning...

7

About 80 million people have low or basic skills, but lifelong learning benefits mostly the more educated[6]. We have to raise awareness on the benefits of lifelong learning and stimulate one's motivation to participate in learning activities by offering information and solutions in everyday life settings (e.g. in local communities or the workplace) with the support of community organisations. The combination of quality and coordinated guidance and counselling services, and the support offered by peers and mentors is proven to be successful.

6. Europe 2020, A strategy for smart, sustainable and inclusive growth, European Commission, 2010.

Expanding flexible and open learning pathways and learning provision, such as evening classes and distance learning...

8

A greater flexibility in learning – in relation to location, delivery and learning methods (e.g. using distance learning, digital technologies, blended learning and work-based learning) can serve to attract and meet the needs of a diverse range of learners[7]. It has the potential to enhance learning and widen opportunities for participation especially for socio-economically vulnerable people, including low-skilled workers. In this regard a more efficient coordination of social, employment and educational policies is crucial, for instance to overcome work-family conflicts that especially affect women.

9

Implementing approaches based on learning outcomes, supported by comprehensive quality assurance systems, and coordinating existing transparency tools (ECVET, EQF, etc.)...

Transformation of teaching and assessment practices towards a learning outcomes and competence-based approach facilitates the transparency and transition between different educational systems. Many tools have been developed in isolation; in order to allow individuals to better measure their progress and opportunities, and capitalise on the learning outcomes gained in different contexts we have to better coordinate them. Such tools have to be supported by quality assurance systems and be embedded in a framework of national qualifications in order to build trust across sectors and actors, including employers.

10

Fostering the setup of validation and recognition mechanisms for non-formal and informal learning and putting in place adapted assessment methods...

Although 20% of the EU adult population have low literacy and numeracy skills, many have gained competences through non-formal and informal paths[8]. Validation of non-formal and informal learning gives opportunities for new opportunities, improves access to education and enhances motivation to learn. It also contributes to tackle unemployment, and achieve a better match between jobs and skills by acknowledging those acquired outside of the formal education system. It can be a concrete answer to the needs of specific groups such as migrants as their qualifications and foreign work experience may not be fully recognised in the host country.

7. Final evaluation of the HEFCE-funded Flexible Learning Pathfinder projects, Steve Outram, 2011;
8. OECD Programme for the International Assessment of Adult Competencies (PIAAC) report, OECD, 2013.

INCREASING THE RELEVANCE OF EDUCATION TO MODERN SOCIETIES

11

Developing further the use of innovative methods that support collaborative learning and well-being in a learner-centred approach...

We need to shift to more creative solutions such as experiential learning and learning by doing and better take into account learning diversity in order to raise engagement levels and improve educational achievement. Pedagogy that enhances well-being builds positive relationships between educators and learners and is responsive to the individual needs of learners. It is about considering the learner as an equal partner and giving him/her a voice. Moreover, the use of collaborative methodologies such as project-based learning and teamwork contributes to the development of transversal competences, including entrepreneurial mindsets, that are so important today.

Every European citizen should have access to digital technologies and learn basic digital and media competences by mainstreaming them in formal education and supporting non-formal training providers, especially those working with disadvantaged groups...

12

It is essential today that all citizens acquire digital and media competences in order to ensure their interactions with new technologies are positive and enriching. The inclusion of media literacy in compulsory education curriculum is of particular importance[9] in order to equip children with tools to raise their critical thinking and decision making and to counteract possible negative sides of the digital world. Digital technologies can also enhance the learning experience and support creativity and interactivity and increase motivation to learn. It is essential to enable educators to develop the use of technologies in an age-adapted and transversal way (e.g. when learning languages, math or literature).

9. Media literacy in the digital environment for a more competitive audiovisual and content industry and an inclusive knowledge society, European Commission, Recommendation of 20 August 2009.

Equipping learners with the necessary skills by making sure educators can teach and assess key competences for lifelong learning...

13

Learners should be equipped with the transversal skills that will allow them to cope with rapid social and economic changes (e.g. sense of initiative, learning to learn, resilience, risk-taking and problem-solving) and deal with increasing job uncertainty. Transversal competences such as civic and social competences should be particularly highlighted as they support learners' capacity to think critically and creatively. Their use and formative assessment should be a priority for all sectors and included in teacher training.

14

Fostering quality partnerships with the world of work, as well as civil society and academic and local communities...

It is important to provide learners with models, by asking employers and civil society actors to share their experiences with them. More placements and internships should be made possible during formal education as it supports "learning by doing" and improves the transition to the labour market (e.g. thanks to local hubs between educational and economic actors). Partnerships with non-formal education providers and learners' involvement in volunteering activities can increase opportunities for learners to develop key competences and should particularly be acknowledged and encouraged by educational institutions.

15

Empowering professional and non-professional educators, providing them with quality lifelong training and quality working conditions...

Professional and non-professional educators play an essential role in preparing future generations for modern life and through their commitment they serve as important role models. The teaching profession in particular should be a respected profession again – which means looking seriously at its working conditions and involving educators in the design of educational policies and tools. Educators need further support with teaching and assessing soft skills and using collaborative pedagogies. Furthermore, peer-learning among educators, and with other actors in relevant fields, should be supported.

WHY **WE BELIEVE THAT LIFELONG LEARNING** IS OF CONTINUED **RELEVANCE** TO ADDRESS **XXI CENTURY CHALLENGES**

Lifelong learning is a structuring element of the knowledge society and contributes to support social cohesion and active citizenship, personal development and well-being, as well as Europe's efforts towards a smart, inclusive and sustainable competitiveness.

- In our modern life, the "school – work – retirement" pattern no longer exists and that is why individuals need to continuously learn to adapt more easily to often numerous transitions in their life especially considering the rapid ageing of the EU population and later retirement age.
- With technology significantly impacting our everyday life, we need to make sure that everyone is able to become digitally and media literate.
- We need to widen access to education within our societies, especially in later phases of life, because skills gaps and learning inequalities are increasing while participation in adult education is stagnating in many EU countries.
- There is a crucial need for transversal skills in today's world, not only to strive in a more diverse labour market, but also to be fully active as a citizen and to live a meaningful and dignified life. Social, civic and intercultural competences require a particular emphasis in response to political/societal disinterest and the rise of radical and extremist movements.
- We need to make sure that knowledge, skills and competences acquired through non-formal and informal learning are valued and recognised, since more and more learning is taking place outside of formal education.
- Today individuals engage in learning activities in different ways and learning environments should be designed and facilitated to cater for such variations. This implies a greater emphasis on learner participation, motivation and resilience. Formative assessment should help focus more on the learning process and allow different ways of demonstrating learning (i.e. declarative methods, observations or simulations).
- To build a European area of lifelong learning we have to ensure transparency and recognition of qualifications and skills around Europe and improve the quantity and quality of opportunities to go abroad, thus supporting the mobility of all citizens throughout their lives regardless of their socio-economic background.

These issues are complex and answers have to be adapted to local realities, however we believe that the development of comprehensive and sustainable lifelong learning strategies can contribute to map such challenges and give coherence to many policy actions already being done.

WHAT DO CITIZENS THINK?

90% think lifelong learning is important

80% support an integrated approach, looking at employability, personal development, active citizenship and social cohesion

The majority thinks it is for all ages and that they learn best in informal settings only 40% think it should be for young people only

45% think it should be for those who failed at school

Eurobarometer 185, Lifelong Learning; Citizens' Views, 2003

80%
support an integrated approach, looking at employability, personal development, active citizenship and social cohesion

WHAT DO EDUCATION STAKEHOLDERS THINK?

95%
said that it would be useful to have national platforms for cooperation in education

88% understand lifelong learning as any kind of learning taking place throughout life, be it formal, non-formal or informal

87% would like to get more involved in EU debates in the field

Only 19 % of repondents said that EU institutions take often or always their views into account

Only 44% of respondents believe lifelong learning is a priority in their country, while 97% of them believe it should be a priority

95% said that it would be useful to have national platforms for cooperation in education

EUCIS-LLL Survey and Feasibility Study on National Stakeholders' Forum, 2012



LLL **SUCCESS FACTORS**

CROSS-SECTORAL PARTNERSHIPS and CIVIL DIALOGUE

Implementing lifelong learning implies working across sectors and with different actors at all levels – European, national and regional/local. This is particularly important at the grassroots level in order to reach out to local communities and especially to disadvantaged groups. Changing mindsets and fostering cooperation within public authorities is a key to public sector innovation[10]. Partnership, involving communities, social partners and civil society organisations should come with clear mechanisms of dialogue and should be specifically supported by national and EU programmes such as Erasmus+.

AWARENESS RAISING

We have a collective responsibility to raise awareness on the importance of lifelong learning and show that we are all still learning! Many initiatives exist across Europe such as the Lifelong Learning Weeks or Lifelong Learning Days/Festivals. It is also about engaging local communities and learning ambassadors. We believe that much more efforts should be made to attract public attention on the wide benefits of lifelong learning for instance by launching an EU-wide campaign on the benefits of learning and notably on the role of education in building inclusive and tolerant societies.

LONG-TERM and STRATEGIC FUNDING

We need a secured and sustainable funding of education. The Education and Training Monitor 2015 shows decreasing national budgets in the field since 2011 whereas we all know that investing in people is a way out of the crisis and a long-term investment for the future of Europe. Besides, we need long-term lifelong learning strategies; introducing than withdrawing policies damage the perception of individuals and put a strong burden on the shoulders of implementing bodies.

10. The Innovation Imperative in the Public Sector, OECD, August 2015.

WHAT SHOULD THE **EUROPEAN UNION** AND **ITS MEMBER STATES DO?**

ASSESS PROGRESS

Fifteen years after the "Memorandum on Lifelong Learning", the Lifelong Learning Platform invites EU institutions and Member States to take stock of the progress made, identify challenges ahead and adopt comprehensive and sustainable lifelong learning strategies in partnership with civil society.



PURSUE EFFORTS

The «Memorandum on Lifelong Learning» was adopted more than ten years ago by the European institutions to provide guidelines to Member States on the implementation of lifelong learning strategies. The idea was to build "a European Area of Lifelong Learning". Where are we now? Many Member States have adopted national strategies linked to important reforms such as the development and referencing of their national qualifications frameworks to the European one ("EQF") and the adoption of the EU Council Recommendation on the validation on non-formal and informal learning in 2012. Lifelong learning is considered to be the area where EU cooperation showed the greatest added value (2014 "ET2020" Survey). Unfortunately, implementing comprehensive lifelong learning strategies is still a challenge in Europe; today only half of the Member States are reported to have one in place[11].

COORDINATE and DEVELOP A COMMON STRATEGY

Implementing such strategies requires a strong political will to coordinate political instruments as well as working in partnership between educational, social and employment sectors and between policy-makers and civil society organisations. We thus call for a strong commitment to implement comprehensive lifelong learning strategies by making sure synergies are made between policies and by creating dialogue mechanisms between actors including civil society organisations.

11. Commission staff working document, accompanying the Draft 2015 Joint Report of the Council and the Commission on the implementation of the Strategic Framework for European cooperation in education and training (ET 2020), August 2015.

ABOUT THE LIFELONG LEARNING PLATFORM

The Lifelong Learning Platform (previously EUCIS-LLL) was born in 2005 as a response from civil society organisations to the definition and implementation of a European policy in the field of education and training in the so-called "Open Method of Coordination".

In 2001 already, several educational networks had come together to share their experience and expertise around a Europe-wide consultation on the EU "Lifelong Learning Memorandum". This cooperation became systematic when the Platform was established as a permanent organisation in 2005. For 10 years now, the Lifelong Learning Platform has played a key role in structuring and increasing the input of civil society on the "Education and Training 2020" and "Europe 2020" strategies and their predecessors.

The Lifelong Learning Platform was acknowledged by the European Commission in 2009 as a "unique representation" of lifelong learning of the various education and training actors organised at EU level, and in 2011 as "in a unique position to support European networks in education and training to work collectively at European, national and local levels and to contribute to a structured policy dialogue within the open method of coordination in education and training".

Gathering 39 organisations, the Lifelong Learning Platform is today the most legitimate interlocutor of the EU institutions in the field of lifelong learning. It continuously defends the need to implement a dialogue across educational sectors and between stakeholders and public institutions at all levels, regional, national and European.

Values

The platform fosters a vision of lifelong learning that promotes equity, social cohesion and active citizenship. It believes that the objectives of education and training should not only be described in terms of employability or economic growth but also as a framework for personal development. It is essential to raise awareness on the fact that lifelong learning should include a large range of learning settings and create more complementarity and continuity between formal, non-formal and informal learning.

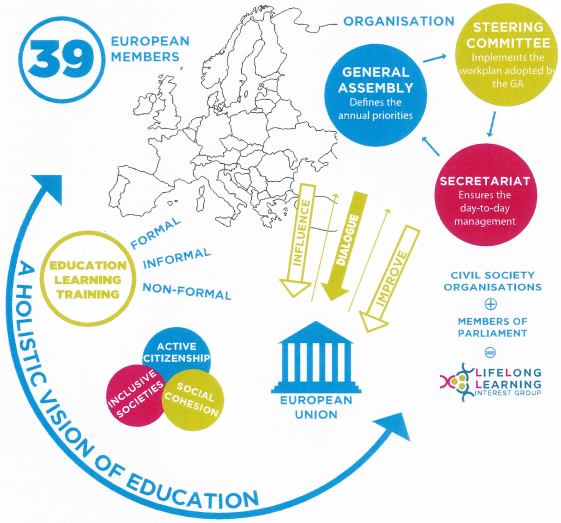
Vision

The Lifelong Learning Platform promotes a holistic vision of lifelong learning, from cradle to grave, that is not limited to formal education but integrates non-formal and informal learning. By bringing together actors from all sectors and levels of education and training, The platform contributes to an increased flexibility between systems. By encouraging an exchange of knowledge, it aims to build a citizen's voice on education and training issues but also to propose concrete solutions to make lifelong learning a reality for all.

Objectives

- Pursuing an active dialogue with European institutions
- Enabling exchanges of best practice, experiences and expertise
- Disseminating information on key issues in the lifelong learning sector

Building the future of education!



The Lifelong Learning Platform benefits from the financial support of the Erasmus+ Prgramme delivered by the European Commission

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

LIFELONG LEARNING PLATFORM

EUROPEAN CIVIL SOCIETY FOR EDUCATION

LIFELONG LEARNING PLATFORM
RUE DE L'INDUSTRIE 10
BRUSSELS - BELGIUM
TEL.: +32(0)28932515

INFO@EUCIS-LLL.EU

WWW.EUCIS-LLL.EU

La Francophonie Créative

Depuis 2012, la Francophonie internationale s'est dotée d'un nouvel évènement le Forum Mondial de la langue Française, opportunité et espace d'expression pour les jeunes du monde entier.



Ainsi, 1500 jeunes issus des différents pays de la Francophonie se sont réunis, du 20 au 23 Juillet 2015 à Liège lors des rencontres de la Francophonie Créative sous le mot d'ordre "Créativez-vous !".

En effet, cette rencontre fut très créative, loin des discours et au plus près de la pratique. Elle s'est structurée autour de cinq axes : l'Éducation, l'économie, la culture et les industries culturelles, la relation entre langue et créativité

et la participation citoyenne.

Ce Forum mondial de la langue française nous a permis de découvrir des projets portés par des associations et des acteurs de la Francophonie tels que :

-un festival de création urbaine où les citoyens sont invités à repenser leur ville.

– une action urbaine participative “Craie Activez-vous” permettant de réaliser des œuvres éphémères à la craie dans la ville.

-un jeu de simulation pour se projeter dans la peau d’un juré de cour d’assise.

-un concours d’art oratoire et de débat sous forme de simulation parlementaire.

– un festival de la presse jeune au Sénégal « Tama Presse ».

Pour consulter ces projets novateurs des quatre coins du monde suivez le guide participant.

Cet évènement a été soutenu par le Monde Diplomatique et TV5 monde.












CRÉAC
TIVEZ-
VOUS!





Éducation 2030

Le forum mondial de l'éducation s'est tenu du 19 au 22 mai 2015 à Incheon en Corée du Sud.

L'innovation majeure par rapport au programme "L'Education Pour Tous" (EPT) précédent, 2000-2015, repose sur son inscription dans le nouveau cadre global du développement international : Les Objectifs du Développement Durable.

La nouvelle vision proposée lors de ce forum introduit l'idée que l'Éducation transforme l'existence des individus, des communautés et des sociétés.

L'agenda se recentre sur l'inclusion et l'équité : toucher les personnes marginalisées en raison de facteurs tels que les inégalités de genre, la pauvreté, les conflits et les catastrophes, le handicap, l'âge ou l'isolement.

Une autre avancée de ce nouveau cadre d'action est de ne pas limiter la question de l'éducation à celle de l'accès. Les dimensions de qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie sont devenues des approches centrales.

Le Forum a réuni plus de 130 ministres gouvernementaux, des lauréats du prix Nobel, des représentants des organisations

internationales et non-gouvernementales, des universitaires, des représentants du secteur privé, des chercheurs et d'autres intervenants majeurs.

La fédération est intervenue, dans ce forum, conjointement avec l'Internationale de l'Éducation, Action Aid, OXFAM pour dénoncer les processus engendrés par la marchandisation de l'éducation à travers le monde. Ce panel d'intervenants a permis de proposer une vision large de ce phénomène. Le point de vue local à travers les récits d'expériences en Inde se sont articulés à une analyse politique et idéologique de ce phénomène grandissant. **Cette conférence a problématisé l'expansion des activités à buts lucratifs dans le secteur de l'éducation, de l'enseignement et de l'apprentissage et a dessiné ses conséquences sur le système éducatif et plus généralement sur les questions de justice sociale.**